Communiqué de presse
Pour diffusion le 8 mars 2023 à 8 h 15

Négociations du secteur public

Résistances féministes : Le Front commun revendique de meilleurs salaires pour les femmes dans les services publics

Québec, le 8 mars 2023 – À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, une centaine de militantes du Front commun - dont 78 % des membres sont des femmes - se sont réunies devant le Secrétariat du Conseil du trésor afin de lancer un message fort au gouvernement Legault au moment même où les discussions s'amorcent à la table de négociation en ce qui concerne les augmentations de salaire pour les prochaines conventions collectives : « Nous, d'une seule voix, résistons pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail! »

Cette prise de parole publique dénonce l'appauvrissement impliqué par l'offre soumise aux femmes et aux hommes qui donnent des services à la population par la présidente du Conseil du trésor et ancienne ministre de la Condition féminine, Sonia LeBel. En effet, alors que le gouvernement prévoit une inflation de 16,6 % sur 5 ans dans sa dernière mise à jour économique, il n'offre que 9 % d'augmentations salariales pour la même période. Quand les salaires du secteur public ne suivent pas, ce sont en grande majorité des femmes qui s'appauvrissent.

« Quand on regarde les conditions dans lesquelles travaillent les femmes pour éduquer, soigner et offrir des services à la population, on doit faire le constat qu'il reste encore beaucoup de chemin à faire pour atteindre une pleine reconnaissance en 2023. Quand on voit un gouvernement leur demander — encore une fois — de se serrer la ceinture alors que l'inflation les frappe de plein fouet, comme tout le monde, il y a de quoi s'insurger. Boucler le budget du Québec et réduire les impôts sur le dos des femmes du Front commun, ça ne passera pas! », dénoncent vivement les porte-parole du Front commun, Magali Picard, présidente de la FTQ, François Enault, premier vice-président de la CSN, Éric Gingras, président de la CSQ, et Robert Comeau, président de l'APTS.

Pour revaloriser les emplois du secteur public, le Front commun réclame un mécanisme permanent de protection contre l'inflation d'une part et, d'autre part, un enrichissement visant un rattrapage salarial général. Ainsi, il revendique 100 $ par semaine pour l'année 2023 ou l'indice des prix à la consommation (IPC) +2 % (selon la formule la plus avantageuse), l'IPC +3 % pour 2024 et, finalement, l'IPC +4 % pour 2025.

Le compte à rebours est commencé

Cette action symbolique du Front commun a lieu alors que les conventions collectives des travailleuses et des travailleurs des services publics viendront à échéance le 31 mars prochain. Pour marquer le coup, le Front commun amorce un compte à rebours sur les réseaux sociaux afin de rappeler à la présidente du Conseil du trésor que l'heure est à la négociation. Un rassemblement de militantes et militants de la CSN, de la CSQ, de la FTQ et de l'APTS se tiendra également le 30 mars prochain, à Québec, afin de faire le point sur la négociation en cours et d'échanger sur la mobilisation à venir pour le renouvellement des conventions collectives du secteur public.

« Le temps file, nos réseaux publics ont besoin d'air. Les membres du Front commun se sont prononcés sur des propositions pour mettre fin à la pénurie de main-d'œuvre en éducation, en enseignement supérieur et dans la santé et les services sociaux. Nous demandons au gouvernement d'être actif aux tables de négociation, de travailler sérieusement et d'être à l'écoute des propositions qui viennent de celles et ceux qui sont les mieux placés pour savoir de quoi nos services ont besoin », concluent les porte-parole syndicaux.

Statistiques pour mieux comprendre les enjeux de cette négociation

- Moyenne salariale des employées et employés du secteur public membres du Front commun : 43 916 $;
- Retard salarial : -11,9 % ;
- Retard de rémunération globale : -3,9 % ;
- Proportion de femmes parmi les membres du Front commun : 78 %.

Pour plus d'information sur la négociation en cours : https://www.frontcommun.org/.

À propos du Front commun

Ensemble, la CSN, la CSQ, la FTQ et l'APTS représentent plus de 420 000 travailleuses et travailleurs de l'État québécois dans les secteurs publics, en éducation, en santé et dans les services sociaux ainsi qu'en enseignement supérieur.

-30 -

Pour renseignements :

Noémi Desrochers, CSN :
Cellulaire : 514-216-1825
Courriel : noemi.desrochers@csn.qc.ca

Maude Messier, CSQ :
Cellulaire : 514-213-0770,
Courriel : messier.maude@lacsq.org

Jean Laverdière, FTQ :
Cellulaire : 514-893-7809
Courriel : jlaverdiere@ftq.qc.ca

Maxime Clément, APTS :
Cellulaire : 514-792-0481,
Courriel : mclement@aptsq.com